

de toute politique économique vraiment sociale, vraiment humaine.

Ces remarques sont confirmées dans le «First Report of the Christian Doctrine Wealth, Committee of the Congressional Union of Scotland», du 10 mai 1962. Il s'agit du rapport unanime d'un groupe de politiciens britanniques, d'économistes et d'hommes d'Église, en vue de l'élaboration d'une doctrine chrétienne sur la richesse.

Voici ce que dit ce rapport, à la page 16, et je cite:

L'idée qu'il vaut mieux avoir un emploi quelconque que pas d'emploi du tout a fait son chemin ainsi que cette autre idée que le premier objectif du système économique est de fournir des emplois.

Nous ne pouvons que répéter fortement ce que nous avons dit dans la première partie de ce rapport, à savoir que la fin de la production, c'est la consommation et, d'une façon générale, bien que le travail humain soit un moyen d'atteindre cette fin il ne doit pas être érigé aux fins de la production. Du point de vue chrétien, il est faux de dire qu'un homme devrait faire le travail qu'une machine peut accomplir à sa place; il est faux de dire que l'homme doit être occupé à un travail qui ne satisfait aucun besoin matériel ou spirituel; ce sont pourtant là les caractéristiques de notre société et ces caractéristiques existent parce que les hommes sont forcés de trouver à s'employer de quelque manière s'ils veulent satisfaire leurs besoins légitimes.

#### Plus loin le rapport ajoute:

On a prétendu que personne ne devrait recevoir quelque chose pour rien. Pourtant, malgré ce prétendu principe, l'assistance sociale, l'éducation gratuite, les allocations familiales, les services de santé, sont reconnus universellement parce qu'on se rend compte que la communauté, dans son ensemble, retire des avantages quand chaque individu participe au bien commun.

Les versements de l'assurance-chômage et les autres bénéfices sociaux confirment le principe que la communauté a le devoir d'assurer le bien-être de ceux qui sont incapables de gagner leur vie, à cause de leur vieillesse, de leur état de santé ou de leur incapacité à se trouver un emploi.

Nous devons donc conclure que la société sera de plus en plus forcée de distribuer les moyens de subsistance de ses membres par d'autres moyens que l'emploi rémunérateur.

● (4.50 p.m.)

Ces idées ont fait leur chemin, monsieur l'Orateur, et de ce côté-ci de l'Atlantique, ces gens-là ne sont pas les seuls à préconiser de telles mesures.

Le 22 mars 1964, 26 économistes, syndicalistes, journalistes et chefs politiques, parmi lesquels on relève les noms de l'économiste Robert Theobald, de M. Gunner Myrdal, de l'Institut des études économiques internationales, de M. Ben B. Seligman, directeur du département des recherches de l'Association internationale des commis de détail, de M. Linus Pauling, prix Nobel de la paix, ainsi que d'autres éminentes personnalités américaines, ont présenté au président Johnson un mémoire sur la «Triple Revolution» en cours aux États-Unis à ce moment-là: la révolution

cybernétique et celles qui sont relatives aux armements et aux droits de l'homme.

Au sujet de la révolution cybernétique, les signataires du mémoire affirment que le système économique actuel est incapable de fournir de l'emploi à tout le monde et que l'adhésion au lien entre le revenu et l'emploi, comme principal moyen de distribuer la demande efficace, agit aujourd'hui comme un frein à la capacité pratiquement illimitée d'un système de production basé sur la cybernétique.

Ils ajoutent, et je cite:

Une distribution adéquate de l'abondance potentielle des biens et des services ne pourra être accomplie que lorsqu'on comprendra que le problème économique majeur n'est pas de savoir comment on augmentera la production, mais comment on distribuera l'abondance. Il existe donc un besoin urgent de changer fondamentalement les mécanismes utilisés pour satisfaire les besoins des consommateurs.

Comme premier pas vers un nouveau consensus, conclut le mémoire au président Johnson, il est essentiel de reconnaître que le lien traditionnel entre l'emploi et le revenu n'existe plus. L'économie d'abondance peut fournir à tous les citoyens le confort et la sécurité qu'ils soient ou non engagés dans ce qu'on appelle communément le travail. Les richesses produites par les machines plutôt que par les hommes sont toujours des richesses. Nous recommandons donc que la société, par des institutions légales et gouvernementales appropriées, prennent l'engagement formel de fournir à chaque individu et à chaque famille un revenu adéquat qui lui serait reconnu comme un droit.

● (4.50 p.m.)

La mesure qui nous est présentée par le ministre de l'Industrie et du Commerce constitue un reliquat d'un puritanisme qui n'a plus sa place dans un monde dominé par la cybernétique et caractérisé par l'abondance. Les solutions d'il y a 20 ans, que les libéraux ramènent à la surface en vue de tenter de régler la situation économique des Canadiens, sont des cataplasmes démodés.

Le temps, les énergies perdues, l'argent gaspillé seraient mieux utilisés à étudier les solutions que proposent les députés du Ralliement créditiste.

Monsieur l'Orateur, avant de terminer mes observations, je voudrais ajouter que nous, du Ralliement créditiste, savons et croyons qu'il est possible de répondre, en partie du moins, aux demandes que les autres pays peuvent faire à nos industries relativement à la marchandise dont ils ont besoin.

Actuellement, nous savons qu'une délégation de 4 ou 5 ministres s'est rendue à Tokyo, dans le but de conclure des ententes commerciales.

Eh bien, monsieur l'Orateur, il faudrait être prudent, je pense, dans la conclusion de telles ententes, afin que la situation actuelle ne se perpétue pas, savoir que l'on vende nos matières premières aux étrangers, quitte à les